

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest
(hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

... la mise à jour du FMI sur ses perspectives de l'économie mondiale : « Une crise sans précédent, une reprise incertaine »

Selon les nouvelles projections du Fonds monétaire international (FMI), **le PIB mondial devrait se contracter de -4,9% en 2020**, c'est-à-dire de 1,9 points de pourcentage de plus que ce qui était prévu dans les perspectives du Fonds en avril 2020. En effet, (i) la pandémie de COVID-19 a eu **un impact plus important que prévu sur le ralentissement de l'activité** au cours du premier semestre 2020, (ii) et la reprise devrait également être plus progressive que ce qui était attendu. **En 2021, l'économie mondiale pourrait rebondir à +5,4%** (-0,4 pp par rapport aux prévisions d'avril 2020). A noter que ces prévisions sont légèrement plus optimistes que celles de la Banque mondiale, publiées le 8 juin ([voir notre zoom sur le sujet](#)). Elles sous-entendent **une perte cumulée sur deux ans (2020-21) de plus de 12 000 Mds USD à l'échelle mondiale en raison de la crise sanitaire**. Comme les projections d'avril 2020, elles sont marquées par un degré d'incertitude élevé et demeurent dépendantes de plusieurs facteurs exogènes, à commencer par la durée de la pandémie.

L'Afrique subsaharienne devrait pâtir plus fortement qu'anticipé de cette crise sanitaire. Le FMI prévoit en effet **une récession de -3,2% dans l'ensemble du sous-continent en 2020** (contre -1,6% seulement dans les prévisions d'avril 2020), puis **une reprise timide de +3,4% en 2021** (contre +4,1% en avril). A titre de comparaison, le FMI anticipe une récession de **-5% en 2020 en moyenne dans les pays émergents et les pays en développement hors Chine**, puis une croissance de 4,7% en 2021. Cette détérioration traduit notamment les retombées plus importantes que prévu de **la baisse de la demande extérieure**.

Selon l'institution, ces projections font craindre que les conséquences économiques de la pandémie frappent en premier lieu les pays et les ménages les plus pauvres et participent à un sérieux creusement des inégalités. **90% des pays émergents et en développement devraient voir leur revenu par habitant se contracter en 2020**. Dans les pays où la part de l'emploi informel est élevée, les mesures de confinement ont en effet soudainement privé d'emploi et de revenus de très nombreux travailleurs, souvent saisonniers, employés loin de chez eux et donc coupés des réseaux de soutien habituels.

L'Afrique subsaharienne, où **la part de l'emploi vulnérable est estimée à 73,7% en moyenne** (71,2% en Côte d'Ivoire et 64,6% au Sénégal), est ainsi particulièrement exposée. En outre, **la fermeture des écoles fait craindre des conséquences négatives durables sur le capital humain** et les perspectives économiques des enfants des pays à faibles revenus, déjà moins scolarisés – par exemple au **Niger, où le taux d'achèvement du 1^{er} cycle des études secondaires (niveau collège) est de 19%** ([voir nos indicateurs de développement des pays d'Afrique de l'Ouest](#)).

En conclusion, **le FMI appelle à une étroite coopération multilatérale** afin de favoriser la rapidité de la reprise, notamment **au profit des pays confrontés à des déficits de financements extérieurs** et à des besoins impérieux de liquidités. Le Fonds encourage les initiatives d'allègement de la dette et le recours au dispositif mondial de sécurité financière. Pour rappel, les **ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris** se sont par exemple accordés, le 15 avril 2020, sur **une suspension temporaire du service de la dette** pour les pays les plus pauvres, faisant écho à la demande formulée le 19 mars par les ministres africains des Finances, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, puis reprise par la Banque mondiale et le FMI. **En Afrique de l'Ouest, 7 pays en bénéficient déjà officiellement.**

Pays	Cas de COVID-19 au 25/06/2020	dont décès
Bénin	1 053	14
Burkina Faso	941	53
Cap-Vert	1 004	8
Côte d'Ivoire	8 334	60
Gambie	43	2
Guinée	5 174	29
Guinée-Bissau	1 556	19
Libéria	681	34
Mali	2 039	113
Mauritanie	3 739	119
Niger	1 059	67
Sénégal	6 354	98
Sierra Leone	1 354	56
Togo	588	14
Total	24 740	686

ACTUALITE REGIONALE

L'agence S&P Global Ratings confirme la notation « AAA » de la Banque africaine de développement, qui rejoint par ailleurs le Réseau d'obligations durables du Nasdaq

L'agence de notation financière S&P Global Ratings a confirmé, le 19 juin, [la notation de crédit « AAA/A-1+ » à court et long terme attribuée à la Banque africaine de développement \(BAfD\)](#), assortie d'une perspective stable. L'agence de notation a évalué de manière positive le profil de risque de la Banque, l'adéquation de ses fonds propres et la solidité de sa stratégie de financement et de son niveau de liquidité. S&P Global a notamment souligné l'augmentation historique de 115 M USD du capital de la BAfD, que les actionnaires ont approuvée en octobre 2019, ainsi que la reconstitution du Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnel du Groupe de la Banque, en décembre 2019. A noter que l'institution panafricaine a par ailleurs rejoint [le réseau d'obligations durables du Nasdaq](#), le 17 juin. Dix obligations de la Banque ont ainsi été ajoutées à la plateforme – dont l'emprunt obligataire social d'une valeur de 3 Mds USD, « Combattre le COVID-19 », lancé en mars 2020. Pour rappel, cette plateforme internationale accessible au public a été conçue pour améliorer la transparence du marché des obligations durables et vertes à impact social.

117^{ème} réunion du Conseil d'Administration de la BOAD : la Banque approuve de nouveaux financements de projets pour un montant global de 348,2 M EUR

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni pour sa 117^{ème} session ordinaire. [Le Conseil a approuvé de nouvelles opérations](#) dont huit prêts à moyen et long termes d'un montant total de 118 Mds FCFA (184,4 M EUR) : 5 Mds FCFA pour la phase de consolidation du Programme de Développement de l'irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué au Mali ; 20 Mds FCFA pour l'aménagement et le bitumage de la route Yakassé Attobrou-Bétti en Côte d'Ivoire ; 15 Mds FCFA pour l'aménagement et le bitumage de 25km de voies à Diffa au Niger ; 15 Mds FCFA pour la construction de la ligne d'interconnexion 161 kV Natitingou-Tanguiéta-Porga à la frontière du Bénin et du Togo ; 20 Mds FCFA pour la construction du réseau d'évacuation associé aux centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4 en Côte d'Ivoire ; 20 Mds FCFA en faveur du Togo pour le financement partiel du plan d'apurement de la dette auprès des fournisseurs d'énergie de la Compagnie d'Énergie Electrique ; 10,5 Mds FCFA pour la construction d'un complexe hôtelier et sportif par la société Sports City Diamniadio co SA, à Diamniadio au Sénégal ; 7,5 Mds FCFA pour la construction et l'exploitation de centres emplisseurs de gaz butane à Abidjan et Yamoussoukro par la société KAMA CI SA en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, la BOAD a approuvé un prêt court terme pour le refinancement partiel de la campagne arachidière au Sénégal d'un montant de 10 Mds FCFA (15,3 M EUR) et un programme de soutien au secteur privé de l'UEMOA d'un montant de 100 Mds FCFA (152,9 M EUR). Ces nouveaux financements portent à 6 235,8 Mds FCFA (9,5 Mds EUR), le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD. 3 lignes de crédits et 2 subventions d'un montant total de 275,6 M EUR en faveur de la BOAD ont également été approuvées : 50 M EUR de la Banque africaine de développement (BAfD) pour appuyer les entreprises du secteur privé dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ; deux lignes de crédit et une subvention d'un montant respectif de 100 M EUR, 75 M EUR et 600 K EUR de l'Agence française de développement (AFD) destinées à des projets dans la lutte contre le changement climatique et l'amélioration de la gouvernance ainsi qu'aux plans de relance économique des Etats de l'UEMOA ; une subvention de la facilité « Investing for Employment » promue par la KfW allemande, d'un montant de 50 M EUR.

La BCEAO baisse ses taux directeurs

[Le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest \(BCEAO\) a tenu, le 22 juin 2020](#), sa deuxième réunion ordinaire au titre de l'année 2020. Le Comité a noté que le PIB de l'Union a progressé, en glissement annuel, de 3,3% au premier trimestre 2020, après 6,5% un trimestre plus tôt. Cette décélération est surtout imprimée par le secteur tertiaire, reflétant ainsi les premiers impacts de la propagation de la pandémie notamment dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, des transports et du commerce. Pour l'ensemble de l'année 2020, les prévisions tablent sur un taux de croissance de l'Union de

2,6% contre une prévision initiale de 6,6%. Concernant le taux d'inflation, il est ressorti à 1,2% au terme du 1er trimestre 2020, après -0,6% un trimestre plus tôt. Cette situation est liée au rebond des prix des produits alimentaires. Les réserves de change de l'Union se sont en outre renforcées sur une base annuelle, assurant 6,3 mois d'importations de biens et services à fin mars 2020. Notant que les plans de relance mis en place par les Etats et l'assouplissement progressif des restrictions de déplacement devraient conduire à un redémarrage de l'appareil productif, le CPM a décidé d'accompagner cette dynamique, en baissant de 50 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité passe ainsi de 2,5% à 2,0% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal est ramené de 4,5% à 4,0%. Cette décision est entrée en vigueur à compter du 24 juin 2020.

BENIN

L'AFD octroie 60 M EUR au Bénin

Le 22 juin, le ministre béninois de l'Economie et des Finances, l'Ambassadrice de France au Bénin et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Bénin ont procédé à la signature, par échange de courriers, de [trois conventions de financement](#) relatives aux projets (i) d'assainissement pluvial de la ville de Cotonou, (ii) d'appui aux centres d'excellence africains et (iii) de transition agro-écologique dans les zones cotonnières, pour un montant total de 60 M EUR.

UK Export Finance accorde un prêt de 125 M USD au Bénin pour la réfection d'une route

L'Agence britannique de crédit à l'exportation UK Export Finance (UKEF) a accordé un prêt de 125 M USD au Bénin pour rénover 183,4 km de la route Bohicon - Parakou. Les travaux dureront 2 ans et seront exécutés par Sogea-Satom UK. Ce prêt fait suite à des accords négociés lors du Sommet Afrique-Royaume-Uni, organisé en janvier 2020. Il s'agit de la première transaction soutenue par UKEF dans le pays. Pour rappel, les échanges entre le Royaume-Uni et le Bénin sont encore peu développés, à 36 M EUR en 2019.

BURKINA FASO

94 M EUR de l'AFD dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'énergie et des finances publiques

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, l'Ambassadeur de France au Burkina Faso et le Directeur de l'Agence française de développement (AFD) ont procédé à la [signature de quatre conventions et d'un accord de fonds d'un montant total de 94 M EUR](#) : (i) un appui budgétaire de 7 M EUR dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, réparti en une composante « santé » pour renforcer le fonctionnement des structures hospitalières (3,5 M EUR) et une composante « eau potable » (3,5 M EUR) pour compenser, via l'Office national de l'eau, la gratuité du coût de l'eau aux bornes fontaines en milieu urbain d'avril à juin 2020 ; (ii) deux conventions pour le financement du programme énergétique Yéleen, notamment un crédit de 70 M EUR et un don de 5 M EUR ; (iii) un accord de 2 M EUR pour le financement d'un programme de renforcement des capacités au profit de structures du Ministère des Finances et du Ministère de l'Administration territoriale ; (iv) un accord d'octroi pour le déblocage de la 2ème tranche de l'Appui budgétaire sectoriel 2019-2021 (ABS), d'un montant de 10 M EUR (sur 30 M EUR d'ABS au total).

Adoption en Conseil des ministres du DPBEP 2021-2023

[Le Conseil des ministres a examiné et adopté, le 24 juin 2020, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle \(DPBEP\) pour la période 2021-2023.](#) Selon ce document, l'activité économique au Burkina Faso pourrait enregistrer une croissance de 5,8% en 2021, puis 5,6% en 2022 et 5% en 2023. Ces performances seraient principalement soutenues par le secteur tertiaire (+7% en 2021 ; +6,6% en 2022 et +6,3% en 2023). Le Conseil a autorisé la présentation du DPBEP 2021-2023 à l'Assemblée nationale.

Extension du périmètre de la mine d'or de Houndé, exploitée par Endeavour Mining

[Le périmètre du permis d'exploitation industrielle de la mine d'or de Houndé de la société Hounde Gold Operations, filiale du groupe Endeavour Mining, a été étendu de près de 40 km² supplémentaire](#), ce qui porte

la superficie totale du nouveau permis d'exploitation à 61,8 km². Le gouvernement espère que cette extension permettra la création de 30 emplois supplémentaires, en plus des 1 100 emplois actuels, jusqu'en 2028. Elle apportera une contribution au budget de l'Etat à hauteur de 87 Mds FCFA (133 M EUR).

La BOAD apporte un financement de 30,5 M EUR pour l'aménagement des rocadés Sud-Est et Nord de Ouagadougou

[Le Conseil des ministres burkinabé a adopté, le 24 juin 2020, une ordonnance portant autorisation de ratification d'un accord de prêt](#) signé en juin 2016 à Lomé entre le Burkina Faso et la Banque ouest africaine de développement (BOAD), pour le financement partiel du Projet d'aménagement et de bitumage du boulevard des Tansoba (Rocades Sud-Est et Nord) à Ouagadougou. Le coût total du projet est estimé à 27,6 Mds FCFA (42 M EUR), dont 20 Mds FCFA apportés par la BOAD et 7,6 Mds FCFA par l'Etat.

CAP-VERT

Une récession pouvant atteindre 8,5% et un déficit budgétaire de 11,4% du PIB projetés en 2020

[Le ministre des Finances capverdien a présenté les grandes lignes du projet de Loi de finances rectificatives 2020](#), qui devrait passer devant le parlement avant la fin du mois. Le gouvernement prévoit ainsi une récession entre 6,8 et 8,5% en 2020, contre une croissance entre 4,8 et 5,8% prévue dans la Loi de Finances Initiales (LFI) 2020, un déficit budgétaire de 11,4% du PIB (contre 1,7% dans la LFI) et une dette publique à 150% (118,5% en LFI).

Adoption de l'accord de pêche entre l'Union européenne et le Cap-Vert

[Le Parlement européen a adopté le protocole d'accord de pêche entre l'Union européenne et le Cap-Vert](#), qui accorde à la flotte européenne des licences pour 28 thoniers senneurs congélateurs, 27 palangriers de surface et 14 thoniers canneurs, qui seront répartis entre le Portugal, l'Espagne et la France. La contrepartie financière annuelle s'élève à 750 000 EUR, dont 400 000 EUR pour l'accès à la zone de pêche et 350 000 EUR pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la pêche et de l'économie bleue.

COTE D'IVOIRE

Le gouvernement anticipe une croissance annuelle moyenne de 6,5% sur la période 2021-2023

Selon une [communication](#) adoptée par le Gouvernement ivoirien relative au Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2021-2023, l'activité économique devrait afficher un taux de croissance annuel moyen de 6,5% sur la période donnée et l'inflation serait contenue à 1,8% en moyenne. Le projet de budget de l'Etat pour l'année 2021 s'établirait à 8 629,1 Mds FCFA (13,2 Mds EUR) et devrait s'accroître pour atteindre 9 129,8 Mds FCFA (13,9 Mds EUR) en 2022 et 9 916,3 Mds FCFA (15,1 Mds EUR) en 2023. Le déficit budgétaire passerait de 4,7% du PIB en 2021 à 3,0% du PIB en 2023 et l'endettement devrait rester soutenable, passant de 39,5% à 37,6% du PIB. Les principales hypothèses qui sous-tendent ces performances prennent en compte l'amointrissement de l'impact de la COVID-19 sur l'économie, la consolidation de la stabilité socio-politique ainsi que la poursuite des réformes structurelles et des investissements dans les secteurs moteurs de croissance.

Prêt de la BOAD de 12,4 M EUR pour un aménagement urbain

[Le gouvernement ivoirien a adopté un décret portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 12,4 M EUR \(8,1 Mds FCFA\) conclu avec la Banque ouest-africaine de développement \(BOAD\)](#) le 24 avril 2020. Destiné à renforcer les structures des chaussées existantes du Boulevard de Marseille à Abidjan, ce financement s'inscrit dans le programme d'amélioration des conditions de circulation des usagers, du système d'assainissement et l'intensification du dispositif d'éclairage public.

Financement COVID-19 : état d'exécution des Fonds de Soutien

[Le gouvernement ivoirien a communiqué un point de situation concernant l'utilisation des fonds de soutien mis en place.](#) Au 15 juin 2020, 18 entreprises ont bénéficié de l'appui du Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises (FSGE) pour un montant total de 9,3 M EUR (6,1 Mds FCFA), soit un taux d'utilisation de 61,32% ; 33 PME ont pu bénéficier de l'appui du Fonds de Soutien aux PME (FSPME), pour un montant total de 1,4 M EUR (920,6 M FCFA). Environ 6 800 acteurs du secteur informel ont reçu l'aide du Fonds de soutien aux Acteurs du Secteur Informel (FASI) pour un montant total de 468 000 EUR (306,6 M FCFA) ; 77 042 bénéficiaires ont bénéficié de l'aide du Fonds de Solidarité et de Soutien d'Urgence Humanitaire (FSS) pour un montant total de 17,2 M EUR (11,3 Mds FCFA), représentant un taux d'utilisation de 66,2%. Ces individus représentent 43,5% de la cible des 177 198 ménages vulnérables. A noter que le ministère de la promotion des PME a initié une rencontre avec les entreprises du secteur de la presse numérique, alors que seulement 0,15% des entreprises formellement déclarées ont pour l'instant bénéficié du FSPME.

Secteur minier : suppression de l'exonération de l'impôt BIC

La commission des affaires économiques et financière de l'Assemblée nationale ivoirienne a adopté une nouvelle loi portant sur [la suppression de l'exonération de l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux \(BIC\) pour tous les acteurs du secteur minier](#). Cette modification s'inscrit dans les objectifs de réforme en cours dans le code minier de l'espace UEMOA. Cette mesure doit permettre l'apport de recettes fiscales estimées à près de 305,3 M EUR (200 Mds FCFA) par an. Pour rappel, la Côte d'Ivoire extrait majoritairement de l'or (13,3% des exportations du pays en 2018).

Liaison ferroviaire Abidjan-Ouagadougou perturbée

De fortes pluies se sont abattues sur le district d'Abidjan, et tout particulièrement sur la commune d'Anyama, causant [d'importants dégâts matériels sur l'axe ferroviaire stratégique reliant la Côte d'Ivoire au Burkina Faso](#). Cette voie assure en grande majorité le ravitaillement par fret ferroviaire du Nord de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso. Le concessionnaire, Sitarail, filiale de Bolloré, est à pied d'œuvre pour rétablir la liaison ferroviaire par d'autres moyens.

Orange Côte d'Ivoire soutient le gouvernement dans l'opérationnalisation du Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel

Dans le cadre de son engagement contre la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, [Orange Côte d'Ivoire accompagne le gouvernement dans la distribution du Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel \(FASI\), doté de 100 Mds FCFA](#) (153 M EUR). Cet accompagnement consiste en l'utilisation du service de transfert d'argent mobile « Orange Money », pour distribuer 259,5 KEUR (170 M FCFA) à 600 entreprises informelles identifiées par le gouvernement. L'opération, qui a débuté le 25 mai, soutient les acteurs du secteur informel dont les activités sont durement impactées par la pandémie. Orange Côte d'Ivoire appuie également les autorités ivoiriennes dans la mise en œuvre, depuis le 30 mars 2020, d'un « Centre d'Information Gouvernementale sur le COVID-19 » ayant pour mission de coordonner et filtrer tous les appels en lien avec la crise sanitaire. L'entreprise a prêté ses locaux pour une durée (minimale) de 3 mois et a mis à disposition 86 téléconseillers 7j/7 et 24h/24. Depuis le début de la crise sanitaire, de nombreuses entreprises françaises se sont engagées auprès des autorités ivoiriennes dans la lutte contre l'épidémie de COVID-19. [Retrouvez notre article sur le sujet pour en savoir plus sur ces différentes initiatives.](#)

Education et accès à l'électricité : dons de panneaux solaires de EDF à la Fondation Didier Drogba

[Le groupe français EDF a procédé à la remise d'un don à la Fondation Didier Drogba.](#) Cette donation a été réalisée par l'intermédiaire de la filiale ivoirienne Zola EDF Côte d'Ivoire (ZECI) et grâce au fonds d'urgence et de solidarité de la fondation EDF. Composée de 140 kits solaires et de centaines de cartables, l'aide est destinée à équiper des écoles et dispensaires en zones rurales afin de faciliter l'accès à l'éducation et à l'électricité. La fondation Didier Drogba est active depuis 2007 à travers divers actions sociales, dont

notamment la construction d'un centre de santé spécialisé femmes et enfants dans la commune d'Attécoubé, des caravanes de dépistages des maladies cardiovasculaires, la construction d'une école primaire publique.

GAMBIE

Subvention de 35 M USD de la Banque mondiale pour renforcer la gestion des finances publiques

[Le ministre des Finances et des Affaires économiques gambien et le Directeur pays de la Banque mondiale ont signé un accord de don de 35 M USD](#), en vue de contribuer à l'amélioration de l'efficacité de la gestion budgétaire pour une meilleure prestation des services publics. Ce projet de gestion des finances publiques vise à instaurer une discipline budgétaire, améliorer l'efficacité des services publics et aider le pays dans sa transition vers une économie digitale. Cette opération devrait notamment renforcer les capacités de l'Autorité fiscale gambienne pour la collecte des recettes, notamment via la transformation digitale de l'administration fiscale.

GUINEE

Le FMI décaisse 148 M USD pour faire face à la pandémie de COVID-19

[Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé le décaissement en faveur de la Guinée de 148 M USD](#) au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). Cet appui, conjugué à l'allègement de la dette octroyé au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC), aidera le pays à satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements qui résultent de la pandémie de COVID-19 et des mesures d'atténuation qui ont été adoptées. Le financement du FMI permettra aussi d'accélérer la mobilisation d'une aide financière auprès des donateurs. Au 25 juin 2020, la Guinée compte 5 174 cas confirmés, dont 29 décès. Il s'agit de la 70^{ème} demande de financement d'urgence approuvé par le FMI en faveur d'un de ses pays membres pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

La Banque mondiale déploiera 100 M USD sur 15 mois pour soutenir la Guinée face à la COVID-19

[Au cours des 15 prochains mois, la Banque mondiale \(BM\) déploiera plus de 100 M USD de financements](#) pour protéger les ménages pauvres et soutenir la résilience économique contre le choc lié à la COVID-19 en Guinée. Ce financement s'articule autour de trois domaines d'actions : (i) la réponse sanitaire, avec un Projet d'appui à la lutte contre le COVID-19, financé par un don de 10,9 M USD et un soutien de 12,9 M USD à travers le Programme de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies ; (ii) la protection des moyens de subsistance de la population, avec un don de 70 M USD pour un projet de renforcement de la protection sociale ; 5 M USD pour le financement des intrants agricoles et un projet de renforcement de l'accès des micros, petites et moyennes entreprises au financement via une assistance technique ; (iii) le soutien à la reprise, via un projet destiné à booster les compétences pour l'employabilité des jeunes ; un projet d'appui aux programmes d'éducation par la radio et la télévision ; et le projet urbain d'eau de Guinée avec un financement de 1 M USD. A noter que la Guinée a demandé un appui budgétaire à la BM pour l'aider à gérer les impacts budgétaires de la pandémie, dont le montant n'a pas encore été communiqué.

La Guinée bénéficie de l'initiative de suspension du service de la dette

Au titre de l'initiative du G20 relative à la suspension du service de la dette (ISSD), [le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette de la Guinée](#) envers les pays créanciers membres, du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Le montant de ce report de paiement n'a pas été communiqué. Pour rappel, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Côte d'Ivoire et le Togo bénéficient déjà officiellement de l'initiative, et le Sénégal a indiqué vouloir y participer.

MAURITANIE

L'Assemblée nationale ratifie six accords de financement de projets

Le 24 juin 2020, [l'Assemblée nationale mauritanienne a approuvé six projets de loi relatifs aux accords de financement pour la construction de routes et de projets de développement](#). Les accords concernés sont les suivants : i) le financement du projet d'Appui à la Transformation agricole en Mauritanie et l'amélioration de la chaîne des valeurs conclu avec la Banque islamique de développement (BID) ; ii) un accord complémentaire au premier avec la BID ; iii) le financement du projet de Développement des oasis conclu avec le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) ; iv) le financement du projet de construction de la route Néma - N'beikit Lehwache conclu avec le Fonds koweïtien de développement économique arabe ; v) le financement du Programme d'appui au Secteur des Micro, Petits et Moyens Projets conclu avec les Émirats Arabes Unis, représentés par le Fonds Khalifa pour le développement des entreprises et vi) le financement du projet de la route Tidjikja - Kiffa - Sélibaby - frontière du Mali conclu avec le FADES.

Le gouvernement autorise la réouverture au public des restaurants, cafés et hôtels

En dépit d'une forte hausse du nombre de cas de coronavirus, [le ministère mauritanien du Commerce et du Tourisme a décidé, le 24 juin 2020, la réouverture des restaurants, cafés et des hôtels au public](#). Le 19 mars dernier, le gouvernement avait ordonné la fermeture totale de l'ensemble des établissements sur le territoire national. Devant le lourd impact pour le secteur, qui n'a pas bénéficié d'un soutien économique de l'Etat, un premier assouplissement avait été obtenu le 6 mai avec l'autorisation de la vente à emporter. Depuis le 25 juin, les professionnels de la restauration peuvent accueillir la clientèle de 6h à 20h.

Les autorités en quête d'un partenaire pour la réalisation et la privatisation d'une autoroute

[Les autorités mauritaniennes seraient en quête d'un partenaire privé pour la réalisation d'une route à péage entre Nouakchott et Boutilimit d'un montant global de 292 M EUR](#). Cette privatisation d'une autoroute pour financer sa construction et assurer son entretien serait un format inédit sur le territoire mauritanien. L'Etat prévoit à ce stade d'accorder un contrat d'exploitation d'une durée de 20 ans afin de permettre au partenaire privé d'amortir son investissement. L'axe Nouakchott-Boutilimit pourrait bénéficier à moyen-terme du développement du corridor Nouakchott-Bamako dans le cadre du désenclavement et de l'aménagement du territoire des pays du G5 Sahel.

NIGER

Adoption en Conseil des Ministres du DPBEP 2021-2023

Le Conseil des ministres a examiné et adopté, le 19 juin 2020, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) pour la période 2021-2023. Le [communiqué du Ministère des Finances](#) ne donne pas d'indications chiffrées sur les perspectives macroéconomiques du Niger. Le document sera présenté sous peu à l'Assemblée nationale.

Point d'étape sur la réhabilitation de la route Zinder-Tanout financée par l'UE

[Le Ministre de l'Équipement, Kadi Abdoulaye, s'est rendu à Zinder dans le cadre du suivi et du contrôle des travaux de réhabilitation du tronçon Zinder-Tanout, long de 138 km](#). Financés par l'Union européenne à travers le Fonds européen de développement (FED), les travaux, lancés en janvier 2019, s'élèvent à 51,8 M EUR (34 Mds FCFA). La durée d'exécution prévue est de 48 mois. Les travaux sont scindés en deux lots : le premier lot porte sur le tronçon Zinder-Maï Bagari, dont les travaux exécutés à 94% sont assurés par l'entreprise française SOGEA-SATOM pour un coût de 20 M EUR ; le deuxième lot concerne le tronçon Maï Bagari -Tanout, exécuté à 57 %, confié à l'entreprise EGBTP long de 98 km pour une enveloppe de 27 M EUR. Ce chantier est crucial pour le Niger pour la facilitation des échanges commerciaux locaux et la finalisation du grand projet d'axe transsaharien entre Lagos et Alger, long de 9 600 km et reliant 6 pays, lancé dans les années 1960 et en partie financé par la Banque africaine de développement.

Conséquences de la fermeture de la COMINAK sur la Société nigérienne de charbon

Dans le cadre de la [2^{ème} réunion du Comité d'orientation pour la mise en œuvre du processus d'arrêt des activités d'exploitation de la Compagnie minière d'Akouta](#) (COMINAK) et du réaménagement du site d'exploitation, les membres du gouvernement, les autorités administratives et coutumières de la région d'Agadez et d'Arlit, ainsi que les responsables de la COMINAK et du groupe ORANO au Niger ont échangé sur les conséquences pour la Société nigérienne du charbon (SONICHAR) de la fermeture du site d'exploitation de la COMINAK. Créée en 1975, la SONICHAR exploite un gisement de charbon à 180 km d'Arlit et produit l'électricité qui alimente en électricité la COMINAK, la SOMAÏR, la NIGELEC, ainsi que les villes d'Arlit et d'Agadez. La fermeture de la COMINAK pourrait se traduire par une baisse de près de 60% de son chiffre d'affaires. Les autorités craignent la fermeture de l'entreprise et le renchérissement du coût de l'offre énergétique de la région qui en découlerait. Une situation qui aura également un impact sur la Société nigérienne d'électricité, principal distributeur d'énergie au Niger.

SENEGAL

Les transferts nets d'argent effectués au premier trimestre 2020 auraient atteint 254 Mds FCFA

Le cumul des [transferts nets d'argent effectués par les établissements de crédit du Sénégal se serait établi à 254 Mds FCFA \(381 MEUR\) au premier trimestre 2020](#), selon les données de la Direction de la monnaie et du crédit (DMC). Par rapport au premier trimestre 2019 où, ils s'élevaient à 237 Mds FCFA (361,3 M EUR), ils sont en progression de 7,2%. Durant la période sous revue, les transferts reçus par les établissements de crédit se sont chiffrés à 298 Mds FCFA contre 282 Mds FCFA au premier trimestre 2019, soit une hausse de 5,8%. Du côté des transferts d'argent émis, les données de la DMC indiquent un repli de 1,8% avec des réalisations qui passeraient de 45 Mds FCFA au premier trimestre 2019 à 44 Mds FCFA un an plus tard.

COVID-19 : 100 M USD de la Banque Mondiale pour le Sénégal

Le Conseil d'administration de la [Banque mondiale a approuvé le 19 juin 2020 un financement de l'Association internationale de développement \(IDA\) d'un montant de 100 MUSD](#) pour aider le Sénégal à faire face à l'impact social et économique de la pandémie. L'objectif étant de sauvegarder les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables, qui ont le plus souffert de la pandémie, et de promouvoir les opportunités par un meilleur accès à l'électricité et aux services offerts par les technologies de l'information et de la communication. Outre cet appui budgétaire, [deux autres accords de financement ont été signés entre les deux partenaires le 21 juin 2020 : le Projet pour la promotion de la gestion intégrée et de l'économie des déchets solides au Sénégal \(PROMOGED\) et le Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage au Sénégal](#). Le PROMOGED, d'un montant de 125 M USD (75 Mds FCFA), vise à renforcer et améliorer les systèmes et les services de gestion des déchets ménagers à Dakar et dans d'autres municipalités. Le projet, dont le coût total s'élève à environ 295 M USD, sera cofinancé par l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), avec des financements complémentaires. Le Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage au Sénégal, d'un montant de 150 M USD (90 Mds FCFA), vise à améliorer la productivité et l'accès au marché des chaînes de valeur des produits de base prioritaires et du bétail, dans le bassin arachidier étendu et les zones agro-pastorales.

COVID-19 : le Japon injecte près de 2,3 M EUR au Sénégal

[Le gouvernement du Japon a approuvé une aide non remboursable s'élevant à 1,5 Md FCFA \(2,3 M EUR\)](#), afin de contribuer au Fonds de riposte et de solidarité (Force-Covid-19), mis en place par le gouvernement du Sénégal pour financer le Programme de résilience économique et social (PRES). Cette aide a pour but d'atténuer l'impact économique et social de la pandémie et est prélevée sur le Fonds de contrepartie de l'Assistance alimentaire fournie à travers l'ambassade du Japon et l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), au profit du Sénégal.

Transport aérien, une première tranche de 3 Mds FCFA remise aux structures publiques

[Le ministère du Tourisme et des Transports aériens a remis des chèques d'un montant global de 3 Mds FCFA \(4,5 M EUR\) aux agences et entreprises publiques sous sa tutelle, impactées par la pandémie.](#) Ce décaissement effectué le 21 juin 2020, représenterait la première tranche de la subvention dont le montant total s'éleverait à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR). Les structures bénéficiaires, dont font partie l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM) et la société Aéroport international Blaise Diagne (AIBD SA), ont reçu chacune l'équivalent du montant de 90% de leur masse salariale trimestrielle.

SIERRA LEONE

Inflation à 15,47% en mai 2020 en g.a

En mai 2020, [l'indice des prix à la consommation en Sierra Leone](#) a connu une hausse de 15,47% en glissement annuel (g.a), toutefois légèrement en dessous de la cible d'inflation pour l'année 2020 de la Banque centrale (+17,5%). Cette hausse des prix est essentiellement tirée par le renchérissement des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+16,6% en g.a.) et les biens et services du secteur de la santé (+33,61% en g.a).

TOGO

La BAfD approuve la réaffectation d'un prêt de 3 M USD au secteur agricole pour renforcer la sécurité alimentaire, suite à la pandémie de COVID-19

[Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé la réaffectation de 3 M USD](#) de ressources de prêt pour aider le Togo à acheter des intrants agricoles, afin de renforcer la sécurité alimentaire à la suite de la pandémie COVID-19. Cette approbation permet de transférer les fonds nécessaires d'un prêt du Fonds africain de développement (FAD) précédemment approuvé vers le Projet de transformation agroalimentaire du Togo (PTA-Togo), pour l'achat d'engrais, de pesticides organiques et de semences pour environ 150 000 petits exploitants agricoles. L'utilisation de ces intrants devrait permettre d'augmenter la production de 12 700 tonnes de maïs, 18 000 tonnes de riz, 1 700 tonnes de graines de sésame et 2 200 tonnes de produits maraîchers. Pour rappel, le secteur agricole représente plus de 40% du PIB du Togo et emploie 65% de sa population active. Par ailleurs, une aide budgétaire de 27,4 M USD au bénéfice du Togo est actuellement étudiée par la BAfD, afin de renforcer la résistance économique et sanitaire du pays face à la COVID-19.

Reprofilage de 150 M EUR de la dette publique

[Le Ministère de l'Economie et des Finances a annoncé le 17 juin 2020](#) la signature d'un second emprunt de la République togolaise auprès d'un consortium de banques étrangères, pour un montant d'environ 150 M EUR remboursable sur 10 ans à un taux de 4,5%. Cette opération fait suite à celle de décembre 2019, qui portait sur 103,6 M EUR. Le Togo a bénéficié d'une garantie à 100% par l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA). Au total, la stratégie de gestion active de la dette mise en œuvre par le Togo au travers de ces deux opérations se traduit donc par la levée de plus de 250 M EUR sur les marchés internationaux à des maturités finales de 10 ans et des taux compris entre 4,5% et 4,75%, permettant de rembourser de manière anticipée des dettes domestiques commerciales à court terme portant intérêt à des taux compris entre 6,75% et 7,6%. La deuxième opération permet une réduction supplémentaire du service de sa dette du Togo de plus de 80 M EUR au cours des 3 prochaines années, qui vient s'ajouter à celle de près de 50 M EUR de l'opération précédente. La Société Générale et Lazard frères sont intervenus respectivement comme arrangeur et conseillers.

Ebomaf obtient deux nouveaux marchés de 214 Mds FCFA (321 M EUR) au Togo

Annoncés par le ministre des Infrastructures et des Transports, [les travaux de modernisation de la route Lomé – Kpalimé seront exécutés par la filiale togolaise du groupe burkinabé EBOMAF](#) – implantée dans 6 pays ouest-africains – pour un coût de [195 Mds FCFA](#). En complément, l'entreprise va assurer l'aménagement des voiries et réseaux divers (VRD) de la ville de Kpalimé pour un montant de 19 Mds FCFA.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque